

Transformation des élites en Suisse

**Felix Bühlmann, Marion Beetschen, Thomas David, Stéphanie Ginalski et
André Mach**

Université de Lausanne

Social Change in Switzerland N°1

Juillet 2015

La série **Social Change in Switzerland** documente, en continu, l'évolution de la structure sociale en Suisse. Elle est éditée conjointement par le Centre de compétences suisse en sciences sociales ([FORS](#)), le Life Course and Inequality Research Centre de l'Université de Lausanne ([LINES](#)) et le NCCR LIVES ([LIVES](#)). Le but est de retracer le changement de l'emploi, de la famille, des revenus, de la mobilité, du vote ou du genre en Suisse. Basées sur la recherche empirique de pointe, elles s'adressent à un public plus large que les seuls spécialistes.

Editeur responsable

Daniel Oesch LINES/LIVES, Université de Lausanne

Comité éditorial

Felix Bühlmann, LINES/LIVES, Université de Lausanne

Franziska Ehrler, FORS

Peter Farago, FORS

Dominique Joye, LINES/LIVES, Université de Lausanne

Mailys Korber, LINES/LIVES, Université de Lausanne,

Pascal Maeder LIVES, Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)

Monika Vettovaglia, FORS

Boris Wernli, FORS

FORS

Géopolis

1015 Lausanne

www.socialchangeswitzerland.ch

Contact: mailys.korber@unil.ch

Référence électronique

F. Bühlmann, M. Beetschen, T. David, S. Ginalska & A. Mach, Transformation des élites en Suisse. *Social Change in Switzerland*. Retrieved from <http://socialchangeswitzerland.ch/?p=375>

Droit d'auteur



Creative Commons: Attribution CC BY 4.0. Cette licence permet aux autres de distribuer, remixer, arranger, et adapter votre œuvre, même à des fins commerciales, tant qu'on vous accorde le mérite de la création originale en citant votre nom.

Résumé

La forte imbrication des élites en Suisse, pendant longtemps considérée comme un modèle de coordination efficace et consensuel, fait depuis quelques années l'objet de critiques de plus en plus fournies. Dans les faits, la situation semble se transformer et même des connaisseurs du système estiment que les processus de décision *politiques* deviennent imprévisibles. Dans cet article, en nous appuyant sur une importante base de données historique concernant les élites économiques, politiques et administratives en Suisse, nous montrons que les transformations en cours proviennent de la financiarisation de l'économie : l'internationalisation des dirigeants des plus grandes entreprises et la fin du recours aux crédits pour financer l'industrie conduisent à une dissolution de la coordination des élites telle qu'elle prévalait en Suisse au 20e siècle. Le processus actuel de différenciation des élites politiques et économiques mène à s'interroger sur les modes de concertation et de coordination des nouvelles élites dans le futur.

Introduction : des élites moins prévisibles ?

Le développement de l'Etat fédéral en Suisse s'est largement appuyé sur la collaboration fructueuse des élites des différentes sous-cultures et sphères sociales. C'est ainsi que certains observateurs interprètent le succès helvétique au cours de ces deux derniers siècles (Katzenstein 1985). En réalité, c'est en raison du principe de milice et du manque de professionnalisation des élites politiques que s'est mise en place au cours du 20e siècle une étroite imbrication des sphères économique, politique et administrative. L'étroitesse du pays a favorisé l'émergence d'une élite au sein de laquelle chacun se connaît grâce à d'innombrables réseaux et qui permet d'élaborer des compromis entre les principaux groupes d'intérêt, les partis politiques et l'administration (Kriesi, 1980).

Cette appréciation positive des élites suisses – quant à leur cohésion, leur capacité de décision et les échanges continuels d'informations – a perduré pendant longtemps. Pourtant, au cours de la période récente, certaines critiques et suspicions à l'égard de la trop forte concentration du pouvoir se sont faites entendre. Par ailleurs, les termes de « Filz » ou de « classe politique » ne sont plus seulement utilisés par des intellectuels ou des médias critiques comme par le passé ; ils font désormais partie du vocabulaire d'une partie de l'élite elle-même (Wittmann 2002; Parma, 2007), signe que les choses sont en train de changer. Considérant que ces indices sont révélateurs d'une rupture, les trois journalistes Thomas Daum, Ralph Pöhner et Peer Teuwsen, dans leur livre « Wer regiert die Schweiz? » (2014), diagnostiquent la « nouvelle imprévisibilité » des élites suisses et montrent que, même pour l'observateur averti, il est difficile d'identifier les élites dirigeantes. Pourtant, leur livre bourré d'anecdotes, se trompe de cible lorsqu'il s'agit de comprendre les récentes transformations des élites helvétiques. Les auteurs se concentrent en effet avant tout sur les élites politiques alors que ces changements proviennent en premier lieu de la financiarisation et de l'internationalisation de l'économie suisse, et plus particulièrement de ses élites dirigeantes, qui ont remplacé l'élite du pouvoir traditionnelle fortement intégrée qui avait prévalu durant la majeure partie du 20e siècle.

Dans cet article, nous montrons la façon dont les élites helvétiques ont formé un ensemble très cohésif à partir de l'entre-deux-guerres. Nous discutons ensuite comment et pourquoi cette cohésion se délite au cours des trente dernières années dans un processus confus et inachevé, pour laisser place à une nouvelle élite du pouvoir en voie de formation.

Définitions, sources et méthodes

Nous définissons les élites comme les groupes sociaux qui, en raison de leur position ou de leurs ressources, sont en mesure d'influencer l'évolution de la société en participant aux décisions importantes de celle-ci (Hartmann, 2007 : 17). Les théoriciens critiques parlent d'une élite intégrée au-delà des différentes sphères sociales (Mills, 1956), issue des classes dominantes et qui développe une même idéologie et dispose d'une grande influence sur la société. Les théoriciens fonctionnalistes affirment au contraire que, dans les sociétés des pays développés, des élites différenciées et en concurrence ont émergé (Keller, 1963). Celles-ci seraient recrutées grâce à leurs mérites, interagiraient peu entre elles et ne partageraient pas un style de vie commun. En outre, leur pouvoir d'influence serait plutôt limité. Cependant, les études les plus récentes montrent qu'en réalité, aucun de ces deux modèles ne s'est imposé de manière unilatérale (Hartmann 2007). La façon dont les deux modèles théoriques coexistent dans une société reste une question ouverte.

Pour répondre à cette question et afin d'analyser empiriquement les relations entre les élites helvétiques, nous nous appuyons sur une base de données unique en Suisse. Cette base comporte plus de 20'000 personnes qui ont été retenues parce qu'elles occupaient une fonction dirigeante dans les sphères économique, politique et administrative en 1910, 1937, 1957, 1980, 2000 et 2010 (voir Annexe 1 Base de données sur les élites suisses au 20e siècle).

Tableau 1 : Echantillon des élites suisses (nombre de personnes)

	1910	1937	1957	1980	2000	2010
Economie	264	290	312	325	323	351
Politique	223	246	250	255	256	257
Administration	76	95	103	119	108	117
Total	563	631	665	699	687	725

Note: Ce tableau présente l'ensemble de l'échantillon. Pour la sphère économique, certaines analyses se concentrent sur les « top managers » uniquement (i.e. CEOs, présidents de conseil d'administration et administrateurs délégués) avec, le cas échéant, les effectifs suivants: 211 personnes en 1910, 218 en 1937, 215 en 1957, 186 en 1980, 186 en 2000 et 200 en 2010.

La base sociale des élites suisses

On suppose fréquemment que l'accès aux fonctions dirigeantes en Suisse est, de manière analogue à la démocratie directe, très ouvert, démocratique et basé sur les compétences. Nos données montrent au contraire la présence de hiérarchies criantes en matière d'origine sociale ou de sexe (sur ce point, voir également Levy et al., 1997). L'accès aux élites est en effet un processus hautement sélectif, qui favorise clairement les hommes, issus d'une famille aisée, disposant d'un titre académique et, bien entendu, de nationalité suisse. Pendant la majeure partie du 20^e siècle, ces critères sont au fondement de la composition des élites helvétiques.

Les logiques de réseaux s'appuient tout particulièrement sur des formes masculines de sociabilité (sociétés d'étudiants, armée, Rotary, etc.). Jusqu'aux années 1970-80, l'accès des femmes aux positions de pouvoir est très strictement limité, comme l'illustre le tableau 2.

Tableau 2 : Proportion de femmes parmi les élites suisses (en pourcent)

	1910	1937	1957	1980	2000	2010
Economie	0,0%	0,3%	0,0%	1,2%	7,1%	10,0%
Politique	0,0%	0,0%	0,0%	9,4%	2,7%	27,6%
Administration	0,0%	0,0%	0,0%	1,7%	9,3%	17,9%
Moyenne	0,0%	0,2%	0,0%	4,3%	13,2%	17,5%

Note : la moyenne est calculée pour l'ensemble des trois sphères.

Ce n'est qu'au cours des trente dernières années que l'on constate une modeste progression des femmes parmi les élites. Celle-ci se manifeste en premier lieu dans la sphère politique, après que les femmes obtiennent en 1971 le droit de vote et d'éligibilité au niveau fédéral. A l'inverse, parmi les élites économiques et administratives, où un cercle restreint et fermé d'hommes décide sans transparence ni contrôle démocratique, la proportion de femmes reste encore très modeste, avec respectivement 10,0% et 17,9% en 2010. On peut ainsi constater que la force cohésive de cette élite masculine s'est maintenue pendant longtemps ; ce n'est que dans la période récente qu'elle a commencé à s'affaiblir.

En raison du caractère lacunaire des données sur l'origine sociale (notamment en comparaison européenne), l'origine sociale des élites est une dimension moins bien documentée. Dans l'une des rares études sur le sujet, Rothböck et al. (1999) ont montré à partir de données du début des années 1990 que les pères des élites politiques et économiques disposaient d'un statut professionnel nettement plus élevé que l'ensemble de la population et avaient poursuivi des études plus longues.

En ce qui concerne la formation universitaire, elle apparaît au cours du 20^e siècle de plus en plus comme un atout pour accéder aux plus hautes sphères; une fraction croissante des dirigeants helvétiques disposent d'une formation académique, suivant en cela une tendance touchant l'ensemble de la population. La proportion d'élites disposant d'un titre académique varie cependant fortement d'une sphère sociale à l'autre (tableau 3).

Tableau 3 : Membres des élites suisses sans formation académique (en pourcent)

	1910	1937	1957	1980	2000	2010
Economie	33,0%	28,6%	26,9%	16,3%	16,1%	12,8%
Politique	29,1%	37,8%	47,2%	30,6%	34,4%	40,1%
Administration	19,7%	11,6%	4,9%	4,2%	2,8%	1,7%
Moyenne	29,7%	29,6%	31,1%	19,5%	20,8%	20,7%

Note : Il s'agit ici des membres de l'élite dont nous sommes certains qu'ils n'ont pas de formation universitaire. Pour le reste de l'échantillon, soit les individus possèdent un diplôme universitaire soit nous ne disposons pas de données à l'égard de leur degré de formation. La moyenne est calculée pour l'ensemble des trois sphères.

La proportion d'universitaires est, de longue date, particulièrement élevée parmi les hauts fonctionnaires. Le phénomène est plus récent au sein des élites économiques, puisque ce n'est qu'à partir des années 1980 que plus de 85% d'entre elles détiennent un titre universitaire. La proportion de parlementaires sans titre académique est au contraire restée assez élevée jusqu'à aujourd'hui. Au cours des dernières décennies, les succès électoraux de l'Union démocratique du centre (UDC) ont en effet envoyé sous la Coupole fédérale un nombre croissant de parlementaires sans formation universitaire (39,3% en 1980 contre 64,7% en 2000), évolution que la forte progression de parlementaires socialistes disposant d'un titre académique – 54,8% en 1980 et 82,8% en 2000 – n'a pas suffi à contrebalancer (Pilotti et al., 2010).

Un autre principe d'exclusion s'est affirmé à partir des années 1920, à savoir la nationalité. Alors que les dirigeants des grandes entreprises suisses se composent d'une forte proportion d'Allemands au début du siècle, une dynamique de « nationalisation » des élites s'impose à partir des années 1920 dans la continuité de la politique d'*Überfremdung* visant à limiter la présence étrangère. Ce changement marque durablement la composition des élites économiques et contribue à renforcer le réseau d'interconnexions entre les conseils d'administration des grandes entreprises, qualifié ultérieurement de *Filz* (Wittmann, 2002). Les dirigeants des grandes entreprises suisses sont en effet plus enclins à coopter dans leur Conseil d'administration des concitoyens qui, comme nous allons le voir, fréquentent les mêmes lieux de sociabilité et avec lesquels ils partagent un grand nombre de valeurs.

Les imbrications des élites suisses

Les élites ne s'appuient pas uniquement sur une même origine sociale ou un même type de formation : elles se concertent continûment sur leurs idées et leurs stratégies afin de faire aboutir certaines décisions importantes (Mills, 1956 ; Hartmann, 2007). En tirant parti de leurs caractéristiques sociodémographiques communes, les élites suisses mettent en place durant l'entre-deux-guerres un système de coordination sophistiqué : elles allient d'une part une vision du monde et un bagage conceptuel collectifs, favorisés par une formation commune, principalement en droit ; d'autre part, elles créent et utilisent des lieux de rencontre institutionnels à des fins de concertation interpersonnelle. Enfin, certaines personnalités appartiennent souvent simultanément à plusieurs sphères élitaires (deux ou plus).

Premièrement, ce sont principalement les facultés de droit des universités de Zurich et de Berne, et non l'université de Saint-Gall comme on le suppose souvent aujourd'hui, qui forment les élites helvétiques. Ces institutions sont le lieu d'études non seulement des hauts fonctionnaires mais aussi de futurs directeurs de banques et d'un grand nombre de parlementaires. En 1957, par exemple, 22,9% des dirigeants économiques, 30,2% des parlementaires et même 36,0% des hauts fonctionnaires détiennent un diplôme en droit. Les formations techniques de l'école polytechnique de Zurich (EPFZ), même si elles confèrent un statut quelque peu inférieur à celui des études en droit, constituent également un lieu de production des élites. Les managers de l'industrie des machines en particulier, mais aussi de nombreux hauts fonctionnaires et dirigeants politiques, étudient, au cours du second tiers du 20e siècle, à l'EPFZ.

Un second volet important de la coordination des élites est constitué par les lieux de rencontre institutionnalisés, dans lesquels des idées peuvent être échangées et discutées ou au travers desquels les élites peuvent faire connaissance autour d'activités communes. A cet égard, l'armée de milice constitue l'une des spécificités helvétiques par rapport aux autres pays européens et l'état-major général a longtemps été un lieu où se sont côtoyées les élites suisses. Philippe de Weck, ancien directeur général de l'UBS, souligne en outre que, pour les hommes de sa génération ayant effectué leur service durant la Deuxième Guerre mondiale et les deux décennies suivantes marquées par la Guerre froide, l'état-major a joué le rôle de cours de management (de Weck, 1983 : 14-5). Il fait également référence à l'établissement, à travers une formation commune dans l'armée, d'un style de pensée et de direction homogène parmi les élites.

Tableau 4: Proportion d'officiers parmi les élites suisses (en pourcent)

	1910	1937	1957	1980	2000	2010
Economie	30,3%	44,1%	43,6%	46,8%	35,6%	21,9%
Politique	57,4%	35,8%	37,2%	42,0%	31,6%	23,3%
Administration	53,9%	54,7%	56,3%	52,1%	50,9%	34,2%
Moyenne	44,2%	42,5%	43,2%	45,9%	36,5%	24,4%

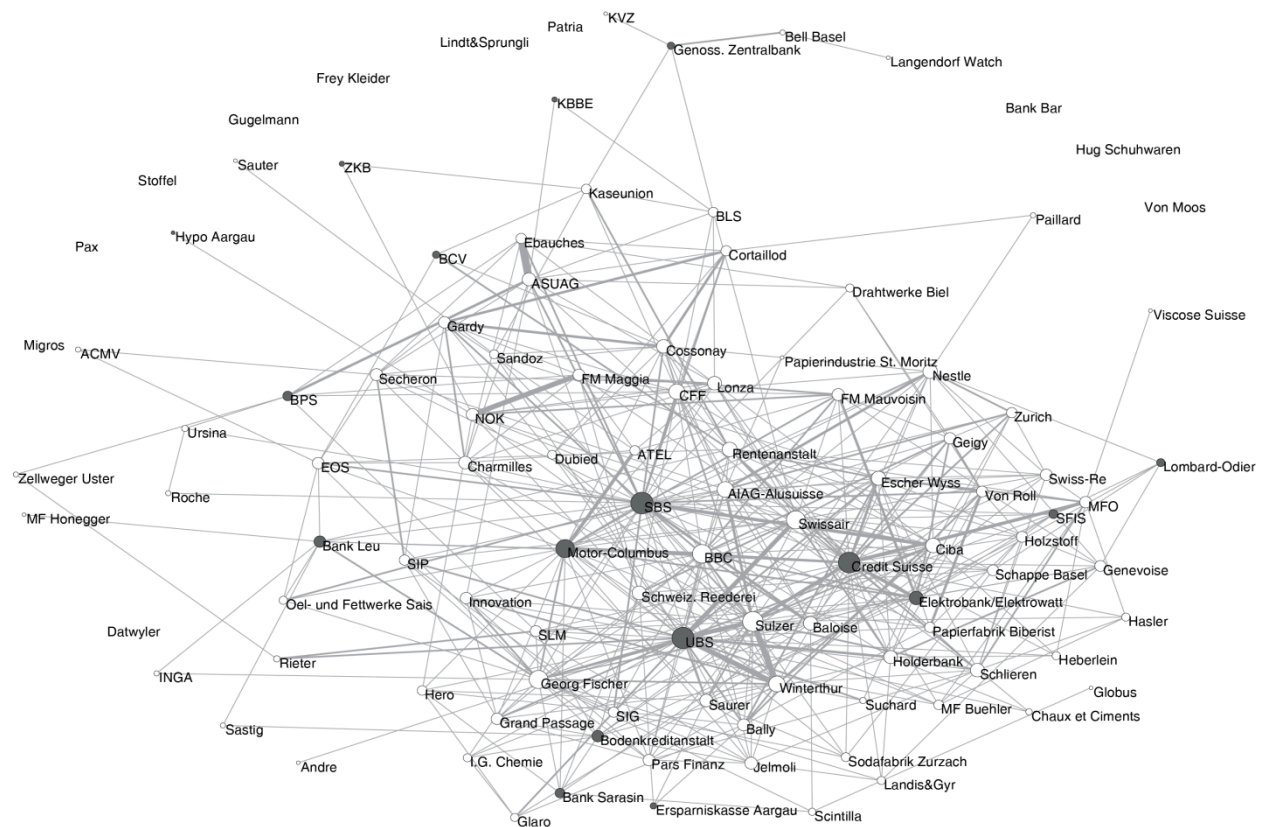
La part d'officiers parmi les membres de l'élite est élevée à partir du milieu des années 1930 (Jann, 2003). Les élites administratives sont les plus concernées par ce phénomène, avec plus de 50% d'officiers parmi leurs membres. Mais les élites économiques ou politiques ne sont pas en reste : en moyenne 45% des premières ont un grade d'officiers tandis que les gradés représentent 35 à 42% des secondes. A titre de comparaison, seuls 2% de la population masculine en Suisse a un grade d'officiers en 1980.

Troisièmement, le système politique suisse, caractérisé par un fonctionnement de milice et une professionnalisation peu développée, est marqué par la présence d'individus socialement multipositionnés. En 1957 par exemple, à l'apogée du système de production et de reproduction des élites, 43% des parlementaires (105 personnes sur 242) siègent également dans au moins une, fréquemment plusieurs, commissions extraparlimentaires. Par ailleurs, 19,5% d'entre eux (47 pers.) détiennent un mandat dans le conseil d'administration de l'une des 110 plus grandes entreprises suisses et 8,5% (20 pers.) sont membres du comité directeur de l'une des sept organisations d'intérêts économiques les plus importantes. Réciproquement, 11% des top managers (24 personnes sur 215) siègent au Parlement ou au sein d'un gouvernement cantonal, 27% sont dans le comité directeur d'une organisation d'intérêts économique et 44% (95 pers.) siègent dans une commission extraparlimentaire, participant ainsi de façon souvent décisive à la phase pré-parlementaire du processus de décision – phase cruciale, mais dénuée de tout contrôle démocratique.

Outre la coordination *entre* les sphères politique, économique et administrative, la concertation *à l'interne* des élites économiques a elle aussi une grande importance. Les organisations d'intérêt économiques, fondées au tournant du siècle, deviennent plus fortement intégrées à la politique économique durant l'entre-deux-guerres (Eichenberger & Mach, 2011). Les dirigeants économiques, fréquemment membres du comité directeur de ces organisations, entretiennent alors des liens étroits avec l'administration fédérale et sont consultés sur toutes les questions centrales relatives à la politique économique helvétique. Ils constituent de ce fait des acteurs centraux de la démocratie semi-directe helvétique.

Par ailleurs, après la Première Guerre mondiale, des réseaux inter-firmes émergent, puis se consolident au travers des personnes siégeant simultanément dans le conseil d'administration de plusieurs entreprises. Ces réseaux, qui reposent en grande partie sur des liens très forts entre les secteurs bancaire et industriel, permettent aux entreprises de s'échanger des informations, d'élaborer des stratégies communes et de résoudre leurs différends sans ingérence étatique. Ils se densifient considérablement durant les deux premiers tiers du 20e siècle (Ginalski et al., 2015).

Figure 1: Le réseau des 110 plus grandes entreprises suisses en 1957



Légende: une ligne grise fait le lien entre deux entreprises lorsque celles-ci ont au moins un membre de conseil d'administration en commun ; plus la ligne est épaisse, plus le nombre de membres en commun est important. Points gris clair : les banques ; points blancs : les autres entreprises ; la taille des points exprime leur centralité (nombre de liens) dans le réseau.

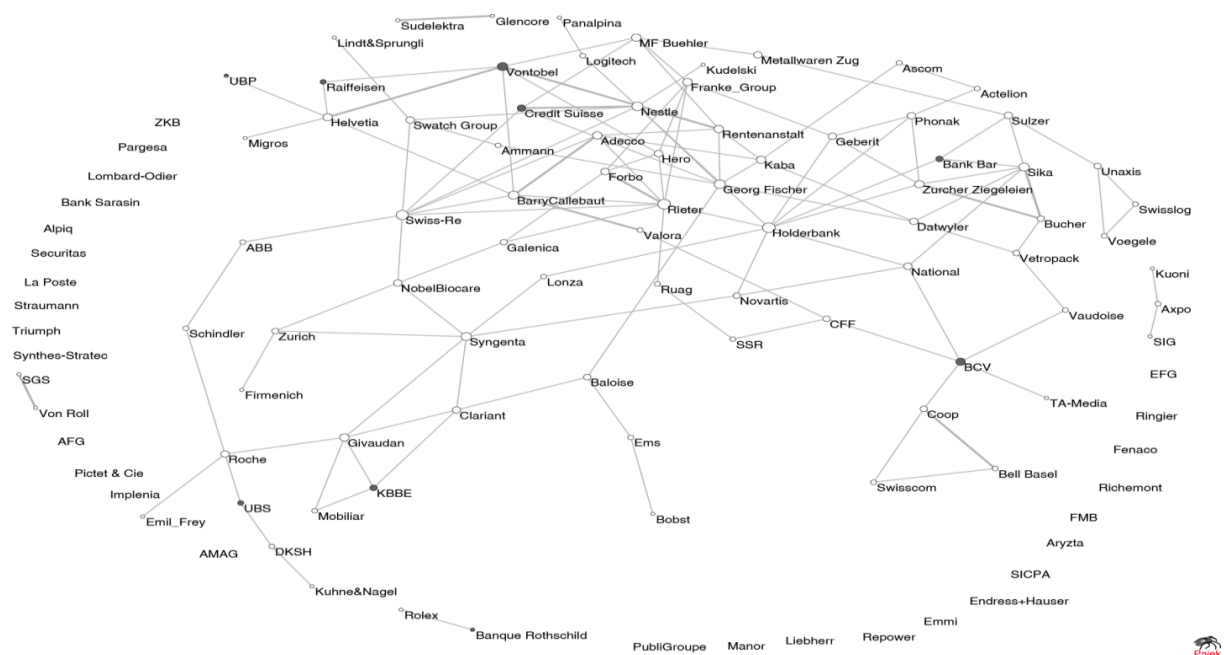
Le nombre d'entreprises interreliées se maintient à un haut niveau des années 1930 aux années 1980. Ainsi, 20 à 25% des membres des organes dirigeants (conseils d'administration et direction générale) des 110 plus grandes entreprises siégeaient dans au moins deux entreprises différentes, et entre 7 et 10% d'entre eux siégeaient dans le conseil d'administration de trois entreprises ou plus. D'éminents banquiers tels que Fritz Richner ou Robert Holzach détenaient même, respectivement en 1957 et 1980, jusqu'à dix mandats.

L'érosion des réseaux sous la pression économique

Les premières fissures dans la structure des élites suisses interviennent à la fin des années 1980 et touchent d'abord le champ économique. Les nouveaux principes de management, la financiarisation de l'économie mondiale ainsi que le processus d'eupéanisation modifient en profondeur la composition des élites économiques helvétiques et conduisent à une érosion des interconnexions entre les élites économiques, politiques et administratives.

Stimulées par l'approche anglo-saxonne favorisant la création de valeur actionnariale (« Shareholder Value ») et les opportunités d'un marché financier libéralisé, les entreprises engagent des modifications radicales de leur mode de fonctionnement. Les entreprises industrielles délaissent notamment le financement basé sur le crédit et se tournent de plus en plus vers les marchés financiers. Quant aux grandes banques, elles renforcent leurs activités d'*investment banking* liées à l'essor des marchés boursiers et réduisent leurs activités traditionnelles de crédit. Dès lors, les liens entre banques et industries, qui avaient jusqu'alors constitué la clé de voute du réseau interfirmes, diminuent fortement à partir des années 1990. Les liens entre les firmes industrielles deviennent également moins nombreux et, en 2010, il est devenu beaucoup plus rare pour un dirigeant d'entreprise de siéger simultanément dans plusieurs conseils d'administration. Alors que les entreprises isolées (c'est-à-dire liées à aucune autre firme du réseau) ne représentent que 6% de l'échantillon en 1980 (David et al., 2015 ; Ginalski et al., 2015), près d'un quart des 110 plus grandes entreprises n'a, en 2010, plus aucun lien avec d'autres entreprises au travers de leur conseil d'administration. Cette forte érosion du réseau est clairement illustrée dans la figure 2.

Figure 2: Le réseau des 110 plus grandes entreprises suisses en 2010



Légende: une ligne grise fait le lien entre deux entreprises lorsque celles-ci ont au moins un membre de conseil d'administration en commun ; plus la ligne est épaisse, plus le nombre de membres en commun est important. Points gris clair : les banques ; points blancs : les autres entreprises ; la taille des points exprime leur centralité (nombre de liens) dans le réseau.

Par ailleurs, l'économie suisse s'est largement internationalisée entre 1980 et 2010, notamment en raison de l'intégration européenne. Cette évolution se reflète sur le profil des dirigeants des entreprises qui se sont *eupéanisés* jusqu'en 2000, puis également *globalisés*. En 2010, seulement deux tiers des top managers des 110 plus grandes entreprises helvétiques sont encore de nationalité

suisse¹ (cf. tableau 5). Les multinationales dominantes – Novartis, ABB, Nestlé, Crédit Suisse ou UBS – sont dirigées exclusivement par des « managers globalisés ». La formation et le profil de carrière de ces cadres se distinguent parfois nettement de ceux des anciennes élites économiques suisses : ils restent souvent éloignés – ou ne cherchent pas à s’y intégrer – des lieux d’échanges traditionnels des élites suisses, dans lesquels la nationalité et la cooptation jouent un rôle important.

Tableau 5: Proportion d’étrangers parmi les top managers des 110 plus grandes entreprises suisses

	1980	2000	2010
Européens	3,2%	21,7%	28,5%
Non européens	0,5 %	1,1%	6,0%
Total étrangers	3,7%	22,8%	34,5%
<i>N total</i>	186	186	200

Si des différences apparaissent parmi les élites économiques, le fossé qui sépare les élites des différentes sphères sociales est encore plus important : les élites économiques, orientées vers l’international, se distinguent largement des élites administratives et politiques, qui restent ancrées au niveau national. C’est notamment lié au fait que l’agenda politique commence à être influencé par la politique explicitement nationaliste de l’UDC, devenu le plus grand parti politique de Suisse.

Tableau 6: Multipositionnalité des administrateurs des 110 plus grandes entreprises (en % de tous les membres de conseils d’administration)

	1980	2000	2010
CdA & mandat parlementaire	10,8%	7,6%	3,4%
CdA & comité directeur d’organisation d’intérêt	3,9%	2,5%	3,1%
CdA & commissions extraparlimentaires	18,0%	6,8%	3,7%
<i>N total (membres de CdA)</i>	846	800	819

CdA = Conseil d’administration

En 2010, seuls 3,4% de tous les membres des conseils d’administration des 110 plus grandes entreprises (c’est-à-dire 28 d’entre eux) siègent sous la Coupole fédérale, alors qu’ils étaient encore presque 11% (91) trente ans plus tôt. De même, la participation à des commissions extraparlimentaires se réduit rapidement parmi les dirigeants des grandes entreprises helvétiques. Les mandats à la tête des organisations économiques sont les seuls qui restent encore convoités par ces derniers.

L’affaiblissement de la cohésion des élites ne peut cependant pas être attribuée uniquement à la part croissante des dirigeants économiques étrangers. En effet, le profil des top managers suisses se transforme également au cours du processus d’internationalisation : ceux-ci deviennent eux-mêmes (encore) plus internationalisés (formations à l’étranger, notamment MBA, et expériences internationales) et n’utilisent plus que sporadiquement les anciens lieux de rencontre des élites helvétiques. Par ailleurs, le profil des élites politiques et administratives se modifie aussi quelque peu. Ainsi, les hauts fonctionnaires suisses ne sont plus que 42% à être gradés à l’armée en 2010,

¹ Si l’on considère les 30 plus importantes entreprises cotées en bourse en 2010, ce sont même 64% des membres de direction qui sont de nationalité étrangère. C’est, en comparaison internationale, un taux extrêmement élevé: la France atteint 23%, l’Allemagne 27%, et la Grande-Bretagne, qui s’approche le plus du cas de la Suisse, 51% d’étrangers.

alors qu'ils étaient encore plus de 60% en 1957 ou en 1980. Parallèlement, le droit perd de son importance en tant que lien intellectuel parmi les élites helvétiques. En 1980, 44% des élites administratives et 29,5% des élites économiques avaient une formation en droit ; cette proportion se réduit à respectivement 31,5% et environ 15% en 2010.

Conclusion : quelles nouvelles fractions d'élites accèdent au pouvoir ?

Alors qu'un dense réseau émerge durant l'entre-deux-guerres parmi les élites suisses et se consolide au cours des Trente Glorieuses, celui-ci décline considérablement dans les années 1990 et 2000, les élites des principales sphères sociales suivant alors un processus de « déconcentration ». Les membres du Parlement helvétique se consacrent à plein temps à leur mandat politique, les directeurs d'entreprises se définissent uniquement comme des managers et le fait d'entretenir des relations avec les acteurs d'autres sphères ne fait plus partie de leurs priorités – en tout cas plus au niveau suisse.

La période actuelle peut être qualifiée de transitoire. Les anciennes structures ont disparu, sans que de nouvelles ne les aient déjà remplacées. Dans ces phases de transition, il n'est pas rare que des conflits éclatent entre les élites en place et les élites émergentes et la situation devient imprévisible (Daum et al., 2014). Qui prétend alors au pouvoir dans les arènes politique et économique ? Dans la sphère politique, le Parlement a gagné en importance et les débats sont devenus beaucoup plus conflictuels (Sciarini, 2014). Certains membres prééminents de l'UDC ont su s'imposer et ont contribué au déclin du Parti libéral-radical (PLR), parti emblématique de l'ancien « Filz ». Au sein de la sphère économique, la dynamique est très différente : des managers dont le profil s'est globalisé dans le courant des années 2000 se sont établis à la tête des grandes entreprises, en particulier dans les multinationales (Joe Jimenez, Joe Hogan, Oswald Grübel, Brady Dougan ou Tidjane Thiam en sont des exemples). Ces managers construisent leur carrière au travers de leur internationalité et leur rapport à la Suisse reste relativement superficiel. Les nouvelles élites politiques et économiques se sont fortement différenciées et semblent évoluer dans des univers distincts. On trouve d'un côté les nationalistes de l'UDC, aussi bien anti-étrangers qu'anti-universitaires, et de l'autre les top managers hyper-globalisés et cosmopolites, formés dans les business schools les plus réputées au monde.

Ce serait cependant une erreur de s'en tenir à cette dichotomie quelque peu réductrice et de définir trop strictement une coalition de vainqueurs. Premièrement, une fraction que l'on pourrait qualifier d'académique apparaît au sein de l'UDC, qui tient des positions originales concernant les questions d'internationalisation, ne ressemblant en rien aux positionnements traditionnels de ce parti. Hans Geiger, Roger Köppel, Thomas Matter, et même Christoph Blocher combattent l'intégration européenne, mais pas l'internationalisation en soi. Ils défendent au contraire une forte globalisation, à condition que l'indépendance de la Suisse soit garantie et que les flots d'immigrants soient rigoureusement limités. Plutôt que de s'associer au projet européen, ils aspirent à un renforcement ciblé des relations avec la Chine ou les Etats-Unis. Deuxièmement, on ne peut exclure que les hauts dirigeants économiques, dans un futur proche, retrouvent une assise nationale et cherchent à nouveau un rapport plus étroit avec les sphères politique et administrative helvétiques. N'interprétons pas trop hâtivement les développements actuels sans analyse empirique et statistique approfondie. Il nous semble néanmoins clair que la recherche à venir sur les élites suisses doit s'intéresser précisément à ces fractions triomphantes et aux relations qu'elles entretiennent entre elles. En effet, pourquoi les nouvelles élites au pouvoir ne chercheraient-elles pas à stabiliser et défendre leur influence au travers de nouvelles forces cohésives ?

Bibliographie

- Bühlmann, Felix; David, Thomas & Mach, André (2012). Political and economic elites in Switzerland: Personal interchange, interactional relations and structural homology. *European Societies*, 14(5), 727-754.
- Bühlmann, Felix; David, Thomas & Mach, André (2012). The Swiss business elite (1980–2000): How the changing composition of the elite explains the decline of the Swiss company network. *Economy and Society*, 41(2), 199-226.
- Daum, Matthias; Pöhner, Ralph & Teuwsen, Peer (2014). *Wer regiert die Schweiz? Ein Blick hinter die Kulissen der Macht*. Baden: Hier und Jetzt Verlag.
- David, Thomas; Mach, André; Schnyder, Gerhard und Lüpold, Martin (2015). *De la «Forteresse des Alpes» à la valeur actionnariale. Histoire de la gouvernance d'entreprise suisse (1880–2010)*. Zürich : Seismo Verlag.
- Eichenberger, Pierre & Mach, André (2011). Organised capital and coordinated market economy: Swiss business interest associations between socio-economic regulation and political influence. *Trampusch Christine and Mach André (eds). Switzerland in Europe*. London: Routledge, 63-81.
- Emery, Yves; Giauque, David & Rebmann, Frédéric (2014). The slow transformation of Swiss federal administrative elites. *International Review of Administrative Sciences*, 80(4): 687–708.
- Ginalski, Stéphanie (2013). Can families resist managerial and financial revolutions ? Swiss family firms in the twentieth century. *Business History* 55(6) : 981-1000.
- Ginalski, Stéphanie, David, Thomas & Mach, André (2014). From national cohesion to transnationalization : the changing role of banks in the Swiss company network (1910-2010). *David Thomas and Westerhuis Gerarda (eds). The Power of Corporate Networks: A Comparative and Historical Perspective*. Londres : Routledge, 107-123.
- Hartmann, Michael (2007). *Eliten und Macht in Europa: ein internationaler Vergleich*. Frankfurt: Campus Verlag.
- Jann, Ben (2003). Old Boy Network: Militärdienst und ziviler Berufserfolg in der Schweiz. *Zeitschrift für Soziologie*, 32(2), 139-155.
- Katzenstein, Peter J. (1985). *Small states in world markets: Industrial policy in Europe*. Ithaca: Cornell University Press.
- Keller, Suzanne (1963). *Beyond the ruling class: strategic elites in modern society*. New York: Random House.
- Kriesi, Hanspeter (1980). *Entscheidungsstrukturen und Entscheidungsprozesse in der Schweizer Politik*. Frankfurt: Campus.
- Levy, René ; Joye, Dominique ; Kaufmann, Vincent und Guye, Olivier (1997). *Tous égaux?: de la stratification aux représentations*. Editions Seismo.
- Mach, André; David, Thomas & Bühlmann, Felix (2011). La fragilité des liens nationaux. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 190(5), 78-107.
- Mills, Charles W. (1956). *The Power Elite*. Oxford University Press.
- Parma, Viktor (2007). *Machtgier: wer die Schweiz wirklich regiert*. Zürich: Nagel & Kimche.
- Pilotti, Andrea; Mach André & Mazzoleni Oscar (2010). Les parlementaires suisses entre démocratisation et professionnalisation, 1910-2000. *Swiss Political Science Review*, 16(2): 211-245.
- Rothböck, Sandra; Sacchi, Stefan & Buchmann, Marlies (1999). Die Rekrutierung der politischen, wirtschaftlichen und wissenschaftlichen Eliten in der Schweiz. Eine explorative Studie. *Schweizerische Zeitschrift für Soziologie*, 25(3), 459-496.
- Sciarini, Pascal (2014). Eppure si muove: the changing nature of the Swiss consensus democracy. *Journal of European Public Policy*, 21(1), 116-132.
- Weck, de, Philippe (1983). *Un Banquier suisse parle. Entretiens avec François Gross*. Fribourg: Michel.
- Wittmann, Walter (2002). *Der helvetische Filz: eine geschlossene Gesellschaft*. Bern: Huber Verlag.

Annexe 1

Base de données sur les élites suisses

Cette contribution s'appuie sur une vaste base de données sur les élites suisses au 20^e siècle, qui comprend plus de 20'000 individus. Le recensement des membres de l'élite s'effectue sur la base de la position institutionnelle dans la sphère économique, politique et administrative. Les données proviennent d'une multitude de sources tant historiques qu'actuelles : outre le Dictionnaire historique de la Suisse, nous faisons usage, entre autres, de plusieurs dictionnaires biographiques, des rapports annuels des entreprises, du site internet du Parlement helvétique ainsi que de diverses bibliothèques et archives. Pour couvrir l'ensemble du 20^e siècle, nous avons sélectionné l'élite de ces trois sphères, selon leur fonction, à six dates différentes: 1910, 1937, 1957, 1980, 2000 et 2010. Les cinq premières dates découlent de la disponibilité des données et couvrent, avec des écarts d'environ 20 ans, toute la période étudiée. Les données pour 2010 ont été actualisées de manière additionnelle.

L'échantillon complet, pour ce qui est des élites politiques, se compose pour chaque date des sept Conseillers fédéraux, des membres de l'Assemblée fédérale (c'est-à-dire du Conseil national et du Conseil des Etats), des membres des 26 gouvernements cantonaux et des membres du comité des partis gouvernementaux (PDC, PRL, PS et UDC). L'échantillon des élites économiques est constitué des présidents de conseil d'administration, des CEOs et, dans certains cas, également des délégués du conseil d'administration des 110 plus grandes entreprises suisses. Ces dernières ont été sélectionnées sur la base de leur nombre d'employés, de leur chiffre d'affaires et de leur capitalisation boursière. De plus, nous avons récolté des informations sur tous les membres du comité directeur des sept organisations d'intérêts économiques les plus importantes : l'Association suisse des banquiers (ASB), Economiesuisse, l'Union patronale suisse (UPS), l'Union suisse des arts et métiers (USAM), l'Union suisse des paysans (USP), l'Union syndicale suisse (USS) et la Confédération des syndicats chrétiens de Suisse (CSCS). Les élites administratives comprennent les chanceliers et vice-chanceliers de la Confédération, les secrétaires généraux des départements fédéraux et leurs adjoints, les directeurs des offices fédéraux ainsi que les directeurs de la Banque nationale suisse et les juges fédéraux. En outre, nous disposons, pour toutes les dates de l'échantillon, de données sur les membres de commissions extraparlimentaires.

Les données biographiques récoltées pour toutes ces personnes sont diverses. Dans le cadre de cet article, nous utilisons en particulier le sexe, le niveau d'éducation (sans formation universitaire, licence ou maîtrise, doctorat), la nationalité (Suisse, Europe, autres pays) et le grade militaire (nous distinguons les membres de l'élite qui ont un grade d'officier de ceux qui n'en n'ont pas). En outre, nous élaborons des variables liées à l'appartenance à différentes instances : conseils d'administration, commissions extraparlimentaires, Parlement ou comité des organisations économiques.

Une partie de la base de données est librement accessible : <http://www.unil.ch/obelis>